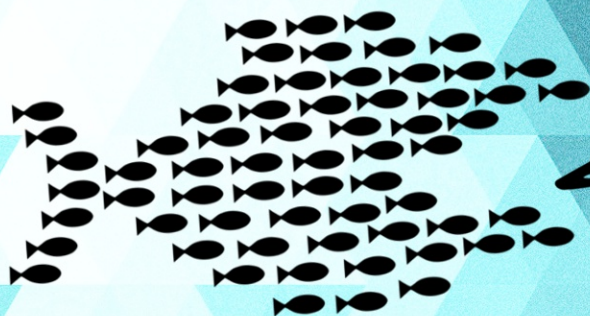




LA GRÈVE SOCIALE, C'EST QUOI?



LA GRÈVE SOCIALE, C'EST QUOI ?

La grève sociale, c'est un arrêt de travail et d'activités le plus large possible. Cela a pour but de s'opposer à des décisions du gouvernement qui vont à l'encontre des intérêts de la majorité de la population.

C'est donc un mouvement de grève qui regroupe des groupes sociaux de différents secteurs (syndicats, associations étudiantes, groupes communautaires, groupes de femmes, etc.) Une grève sociale est différente d'une grève traditionnelle dans un syndicat puisqu'elle a des revendications communes à portée sociale plus larges que de gagner une meilleure convention collective, et qu'elle regroupe plusieurs secteurs de la société.

POURQUOI LA GRÈVE SOCIALE ?

Depuis la dernière année, le gouvernement du Québec impose un nombre sans précédent de mesures d'austérité. Coupures dans l'aide sociale et le logement social, compressions accumulées en éducation, en santé et dans tous les ministères qui affectent les services publics, sous-financement chronique des organismes communautaires, et plus encore. C'est du jamais vu au Québec ! La qualité et l'accessibilité des services publics (éducation, santé, services sociaux, etc.) sont mises en danger et les conditions de travail des personnes qui les offrent se détériorent.

Depuis quelques années déjà, de nombreux groupes dénoncent la situation et proposent des alternatives. En fait, plutôt que de couper dans ses dépenses, le gouvernement pourrait aller chercher près de 10 milliards de dollars en mettant en place des mesures fiscales progressives; en taxant le capital des banques; en mettant fin aux privilèges fiscaux ne bénéficiant qu'aux plus riches et aux grosses entreprises; ou en mettant sur pied une assurance entièrement publique de médicaments. Cela démontre une chose : l'austérité est un choix, car nous pouvons faire autrement. Face à toutes les mesures déjà imposées, et dont nous ressentons déjà les conséquences, il est urgent de décider de s'opposer ensemble à l'austérité.

Cependant, cette décision n'est qu'un début. Pour faire de nos idées une réalité, il faut passer à l'action par tous les moyens possibles. Il ne revient qu'à nous de décider de la voie que nous prendrons.

QUELLE EST L'UTILITÉ DE LA GRÈVE ?

La grève s'inscrit dans une escalade des moyens de pression, ce qui veut dire qu'elle est utilisée après avoir déjà utilisé d'autres stratégies qui n'ont pas fait reculer le gouvernement. La grève est un moyen qui a fait ses preuves à travers l'histoire du Québec. En voici quelques exemples.

Grève du secteur public de 1972

La grève de 1972 a été déclenchée dans le cadre des négociations des conditions de travail des employées et employés du secteur public. Sa revendication principale – un salaire de 100\$ par semaine – visait à montrer l'exemple aux autres employeurs. Certains syndicats dans des entreprises privées ont emboîté le pas en solidarité, avec un fort appui de la population. Grâce à cette solidarité, elles et ils ont défié la loi spéciale qui avait été imposée pour mettre fin à la grève, ce qui a mené à l'emprisonnement de trois dirigeants syndicaux. Le gouvernement a fini par accepter la demande des syndicats.

Grève étudiante de 2012

La grève étudiante de 2012 – qui s'opposait à une hausse des frais d'université – a bénéficié d'un fort appui de la population : manifestations de centaines de milliers de personnes, concerts de casseroles, appuis médiatisés et plus encore. En solidarité, des groupes communautaires ont fermé leurs portes et participé aux mobilisations. En mai, lorsque le gouvernement a imposé une loi spéciale pour forcer la fin de la grève, les grévistes ont décidé de la défier. À l'automne 2012, le nouveau gouvernement a annoncé l'annulation de la hausse et la fin de la loi spéciale, dont les sanctions n'ont jamais été appliquées.

Mobilisations, grèves et perturbations du 1^{er} mai 2015

Plus récemment, une journée de mobilisations, de grèves et de perturbations contre l'austérité s'est tenue à l'occasion de la journée internationale des travailleuses et des travailleurs. Près de 860 organisations de divers secteurs (communautaire, syndical et étudiant) ont voté en faveur d'une journée de grève : un nombre record d'organismes communautaires, la majorité des syndicats de professeurs et professeures de cégeps, de nombreuses associations étudiantes et quelques syndicats de Centres de la petite enfance. Outre les débrayages, une diversité d'actions dans toutes les régions du Québec a eu lieu.

POURQUOI PARLER DE GRÈVE SOCIALE MAINTENANT ?

Nous avons transmis des lettres, signé des pétitions, organisé des conférences de presse, participé à des actions symboliques comme dérangeantes, mobilisé pour des manifestations qui ont rassemblé jusqu'à des dizaines de milliers de personnes ! Or, jusqu'à maintenant, les moyens d'action utilisés n'ont pas fait reculer le gouvernement. Celui-ci choisit d'ignorer les besoins de la population et introduit de nouvelles mesures d'austérité. La survie même de nos services publics et de nombreux programmes sociaux est actuellement en jeu. Nous devons donc employer d'autres moyens de pression et continuer de construire notre rapport de force afin d'éviter que les inégalités sociales ne se creusent encore.

D'autre part, le contexte actuel des mouvements sociaux au Québec est favorable à la tenue d'une grève sociale. Plus de 860 organisations syndicales, communautaires, étudiantes, et féministes étaient en grève le 1^{er} mai dernier. De plus, tout au long de l'automne 2015, des syndicats dans le secteur public (enseignantes et enseignants, infirmières et infirmiers, fonctionnaires, etc.) prévoient tenir des grèves dans le cadre des négociations de leurs conventions collectives. Cela ouvre la possibilité de grèves impliquant des milliers de membres des syndicats, qui ne peuvent, en vertu du Code du travail du Québec, faire légalement la grève que dans le cadre des négociations des conventions collectives. De nombreuses associations étudiantes et plusieurs groupes communautaires ont déjà des mandats allant dans le sens d'une grève sociale au moment jugé opportun. Nous aurons donc la possibilité d'élargir un mouvement de grèves à d'autres secteurs de la société dans les prochains mois, par exemple après une éventuelle loi spéciale, ce qui permettrait aussi aux syndicats d'élargir les revendications qu'ils porteront.



POURQUOI TENIR UNE GRÈVE DANS PLUSIEURS SECTEURS DE LA SOCIÉTÉ ?

Une grève sociale rassemble bien plus que les travailleuses et les travailleurs. Si de nombreux groupes communautaires, lieux de travail, cégeps, universités sont fermés en même temps et s'attaquent à l'une des causes des mesures d'austérité, cela a un plus grand impact qu'une grève d'un secteur pour une revendication spécifique.

Ensemble, nos mouvements sont plus forts et peuvent mener à de véritables changements des orientations budgétaires du gouvernement, au bénéfice de toutes nos revendications sectorielles. Par exemple, nous revendiquons que le gouvernement taxe davantage les banques : cela peut dégager de l'argent que le gouvernement pourra réinvestir dans les services publics, comme dans les programmes sociaux, dans l'action communautaire, etc.

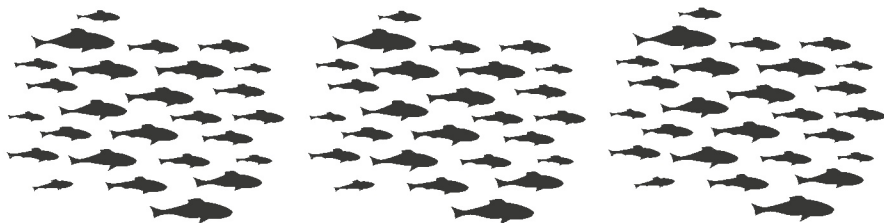


QUEL TYPE D' ACTIONS PEUT-ON FAIRE DURANT UNE GRÈVE SOCIALE ?

La réponse à cette question dépend beaucoup du type d'organisation qui est en grève. Une association étudiante organisera des levées de cours et des piquets de grève afin de bloquer l'accès au campus. Un syndicat organisera peut-être aussi des lignes de piquetage. Les instances d'un groupe communautaire peuvent voter de suspendre les activités normales (par exemple, les services à la population ou la mobilisation autour d'enjeux particuliers) pour consacrer leurs énergies à organiser différentes actions dans la rue ou des assemblées publiques.

En général, une grève peut nous aider à dégager du temps qu'on peut ensuite consacrer à rendre nos mouvements plus forts. Ça peut être le moment d'organiser une grande manifestation qui enverra un message fort au gouvernement. Ça peut être l'occasion d'aller distribuer des tracts dans la rue et de parler aux gens qui ne connaissent pas encore nos revendications. Des membres d'un groupe communautaire en grève peuvent aussi aller rejoindre une ligne de piquetage d'un syndicat, tout comme des étudiantes et des étudiants en grève peuvent aller rejoindre un rassemblement organisé par un groupe communautaire. Si plusieurs secteurs sont en grève en même temps dans le cadre d'une grève sociale, cela nous permet de créer des liens de solidarité concrets qui nous aideront à sortir de nos réseaux habituels et à tisser des liens entre les différents mouvements.

Une grève sociale peut aussi permettre de mettre en œuvre des nouvelles façons de passer à l'action. Par exemple, en 1972, les grévistes du Front commun se sont servis de moyens d'actions qui dépassaient les cadres traditionnels : la ville de Sept-Îles a été occupée, tout comme les bureaux de certains médias, par exemple.



PAR OÙ COMMENCER ?

Informez-vous auprès des groupes sociaux dont vous êtes membre ou qui sont à proximité de vous : syndicat local, organisme communautaire, association étudiante. Si vous êtes membres d'un groupe, proposez que celui-ci s'allie à d'autres groupes de son secteur ou de sa région. La mobilisation, ça commence par l'information et ce, de toutes les façons possibles. Parlez-en à votre entourage, à vos collègues, à vos amies et amis, et dans vos assemblées générales !

Il peut être intéressant de se consulter sur les questions présentées ci-dessous.

1. Quelles sont les revendications qui nous unissent aux autres secteurs (syndical, étudiant, communautaire) ?

Quelles sont nos revendications locales ou sectorielles ?

Quelles sont les revendications des autres groupes ?

Quelles sont les moyens pour obtenir des gains communs ?

2. Combien de temps veut-on que la grève dure ?

Une journée ou quelques journées ?

Une semaine ou quelques semaines ?

Jusqu'à l'obtention de nos revendications ?

3. Quels sont nos moyens pour nous consulter ?

En assemblée générale ?

Par référendum ?

Quels sont nos moyens pour se décider de poursuivre la grève ?

4. Quel serait le minimum requis d'organisations de différents secteurs ayant des mandats en ce sens pour qu'une grève sociale puisse être déclenchée ?

5. Que fait-on durant la grève ?

Comment assure-t-on le respect du vote de grève ?

Quelles activités veut-on organiser pour avoir une visibilité ?

Quelles activités peut-on organiser avec d'autres groupes en grève, dans le quartier, dans la ville ou dans la région ?

QU'EST-CE QUE LA COALITION MAIN ROUGE?



La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, ou Coalition Main Rouge, rassemble plus de 100 organisations syndicales, féministes, communautaires et étudiantes. Depuis 2009, elle se mobilise pour l'accessibilité et la qualité des services publics et des programmes sociaux.